

**20 MAI 2020. - Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19**

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Vu l'article 8, § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 mai 2020;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 20 mai 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches, et de la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour, les derniers ayant justifié les mesures décidées lors du Conseil National de Sécurité qui s'est tenu le 13 mai 2020; qu'il est dès lors urgent de renouveler certaines mesures et d'en adapter d'autres;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, ainsi que les 6, 13 et 20 mai 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la déclaration du Directeur régional de l'OMS pour l'Europe du 16 avril 2020, qui souligne que l'Europe reste le continent le plus touché malgré que certains pays européens connaissent une accalmie, qui encourage ces pays à ne pas abandonner leurs efforts malgré la complexité, les incertitudes et les interrogations sur la durée et sur les sacrifices nécessaires, et à adopter une stratégie adéquate qui doit garantir que la transmission du virus soit contrôlée et que les mesures visant à assouplir les restrictions et la transition vers une « nouvelle normalité » soient régies par des principes de santé publique;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen, et en

Belgique; que le nombre total de contaminations continue à augmenter et qu'il faut éviter à tout prix une nouvelle vague de malades;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez;

Considérant le nombre de cas d'infection détectés et de décès survenus en Belgique depuis le 13 mars 2020;

Considérant les avis de CELEVAL;

Considérant l'avis du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME du 22 avril 2020;

Considérant que le danger s'est étendu à l'ensemble du territoire national; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique;

Considérant, par conséquent, qu'une mesure de police imposant l'interdiction de tout rassemblement est indispensable et proportionnée;

Considérant que l'interdiction précitée est de nature, d'une part, à diminuer le nombre de contaminations aiguës et partant de permettre aux services de soins intensifs d'accueillir les patients gravement atteints dans les meilleures conditions possibles et, d'autre part, de donner aux chercheurs plus de temps pour trouver des traitements efficaces et mettre au point des vaccins;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de continuer à limiter la propagation du virus, que les mesures de restriction des déplacements et de distanciation sociale soient prolongées, tout en prévoyant quelques assouplissements supplémentaires afin de lever graduellement ces mesures; que l'évolution des hospitalisations est à la baisse par rapport aux semaines précédentes; que la situation sanitaire est évaluée régulièrement; que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes n'est jamais exclu;

Considérant le rapport du 22 avril 2020 du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy) qui contient une approche par phase pour le retrait progressif des mesures et qui se fonde principalement sur trois aspects essentiels, à savoir le port d'un masque, le testing et le traçage; que le rapport vise à assurer un équilibre entre le maintien de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, la réalisation de missions pédagogiques dans le domaine de l'enseignement et la relance de l'économie; que le GEES est composé d'experts de domaines variés, notamment des médecins, des virologues et des économistes;

Considérant les avis du GEES;

Considérant le Plan Phénix vers un redémarrage du commerce de Comeos;

Considérant le « Guide relatif à l'ouverture des commerces en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 », mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Economie;

Considérant le « Guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail », mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

Considérant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ainsi que les arrêtés d'exécution;

Considérant la concertation du 18 mai 2020 en Comité de concertation;

Considérant que l'évolution des chiffres relatifs aux nouvelles contaminations permet désormais, d'un point de vue de l'application, d'autoriser le séjour dans une résidence secondaire et les déplacements pour s'y rendre et en revenir;

Considérant que, sans préjudice de la responsabilité individuelle de toute personne de respecter la distanciation sociale, les autorités compétentes doivent empêcher tout afflux dans les lieux touristiques ou autres;

Considérant que d'un point de vue de l'application, il ne peut pas encore être autorisé de déplacer des résidences mobiles, comme des caravanes, mais uniquement de faire usage de celles qui sont déjà installées sur un emplacement fixe ;

Considérant l'urgence,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes sont tenues de rester chez elles ou dans une résidence secondaire dont elles sont soit propriétaires, soit locataires pour une durée d'au moins un an, à l'exclusion des résidences secondaires mobiles qui n'ont pas encore été installées sur un emplacement fixe. Il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans les lieux publics, sauf en cas de nécessité.

Sont notamment considérés comme nécessaires des déplacements tels que :

- se rendre dans les lieux dont l'ouverture est autorisée sur la base des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 et en revenir;
- avoir accès aux distributeurs de billets des banques et aux bureaux de poste;
- avoir accès aux soins médicaux;
- répondre à des besoins familiaux, tels que rendre visite à son partenaire ou à ses enfants dans le cadre de la coparentalité;
- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation de handicap et aux personnes vulnérables;
- prendre soin des animaux;
- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail;
- effectuer les déplacements dans le cadre d'une activité bénévole au sein d'une entreprise d'un secteur crucial ou d'un service essentiel visés à l'article 3, en ce compris le trajet domicile-lieu du travail;
- exercer les activités visées à l'article 5, alinéa 2 et à l'article 5bis;
- effectuer les déplacements dans le cadre de l'article 6;
- effectuer des déplacements dans le cadre de la vente et la location de biens immeubles;
- se rendre dans la résidence secondaire, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et en revenir. »

Art. 2. L'article 5bis de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« § 1. Par dérogation à l'article 5, les rassemblements de personnes ne vivant pas sous le même toit sont autorisés aux conditions prévues aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Un ménage, peu importe sa taille, est autorisé à accueillir chez lui ou au sein de sa résidence secondaire jusqu'à quatre personnes. Ces quatre personnes sont toujours les mêmes. Celles-ci font partie ou non d'un même ménage.

Quand une personne d'un ménage est invitée chez une autre personne ou au sein de sa résidence secondaire, c'est l'ensemble de son ménage qui s'engage et même si elle se rend seule au rendez-vous.

Les membres du nouveau "groupe" ainsi constitué ne peuvent pas recevoir chez eux ou au

sein de leur résidence secondaire d'autres personnes ou être reçus par d'autres personnes.  
Pour l'application du présent article, on entend par « ménage » : des personnes vivant sous le même toit.

§ 3. Les règles de distanciation sociale sont d'application entre les différents ménages. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 mai 2020.

Bruxelles, le 20 mai 2020.

P. DE CREM .

## **20 MEI 2020. - Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken**

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, artikel 4;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikelen 11 en 42;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikelen 181, 182 en 187;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op artikel 8, § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging is dit besluit uitgezonderd van de regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 mei 2020;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 20 mei 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die niet toelaat te wachten op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen een verkorte termijn van vijf dagen, onder meer omwille van de zeer snelle evolutie van de situatie in België en in de naburige landen, en van de noodzaak om maatregelen te overwegen die gegrond zijn op epidemiologische resultaten die van dag op dag evolueren en waarvan de laatste de maatregelen beslist tijdens de Nationale Veiligheidsraad die is bijeengekomen op 13 mei 2020 hebben gerechtvaardigd; dat het zodoende dringend is om bepaalde maatregelen te hernieuwen en om andere aan te passen;

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, die is bijeengekomen op 10, 12, 17 en 27 maart 2020, op 15 en 24 april 2020, alsook op 6, 13 en 20 mei 2020;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheids crisissen en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO

op 11 maart 2020;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande COVID-19 dat de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld;

Overwegende de verklaring van de regionale Directeur van de WHO voor Europa van 16 april 2020, die benadrukt dat Europa het meest getroffen continent blijft, hoewel enkele Europese landen een kalmere periode kennen, en die deze landen aanspoort om hun inspanningen niet te stoppen ondanks de complexiteit, de onzekerheden en de bevragingen over de duur en over de nodige opofferingen, en om een gepaste strategie aan te nemen die moet garanderen dat de overdracht van het virus gecontroleerd wordt en dat de maatregelen die een versoepeling van de beperkingen en de overgang naar een "nieuw normaal" beogen, worden geregeld volgens de principes van de volksgezondheid;

Overwegende de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied, en in België; dat het totaal aantal besmettingen blijft stijgen en dat een nieuwe ziektegolf hoe dan ook vermeden moet worden;

Overwegende de urgentie en het risico voor de volksgezondheid die het coronavirus COVID-19 met zich meebrengt voor de Belgische bevolking;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een infectieziekte is die meestal de longen en luchtwegen treft;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 zich via de lucht lijkt over te dragen van mens op mens; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden via alle mogelijke emissies via de mond en de neus;

Overwegende het aantal besmettingsgevallen dat werd gedetecteerd en het aantal sterfgevallen dat zich heeft voorgedaan in België sinds 13 maart 2020;

Overwegende de adviezen van CELEVAL;

Overwegende het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO van 22 april 2020;

Overwegende dat het gevaar zich uitstrekt over het gehele nationale grondgebied; dat het van algemeen belang is dat er een coherentie bestaat bij het nemen van maatregelen voor de handhaving van de openbare orde, teneinde de efficiëntie ervan te maximaliseren;

Overwegende dat, gezien wat voorafgaat, de bijeenkomsten in besloten of overdekte plaatsen, maar ook in open lucht, een specifieke bedreiging vormen voor de volksgezondheid;

Overwegende dat een politie maatregel houdende het samscholingsverbod bijgevolg onontbeerlijk en proportioneel is;

Overwegende dat het voormelde verbod van die aard is om, enerzijds, het aantal acute besmettingen te verminderen en er bijgevolg voor te zorgen dat de diensten van de intensieve zorg de zwaarst getroffen patiënten in de beste omstandigheden kunnen ontvangen, en om, anderzijds, meer tijd te geven aan de wetenschappers om efficiënte behandelingen en vaccins te ontwikkelen;

Overwegende dat het noodzakelijk is, teneinde de verspreiding van het virus te blijven beperken, om de algemene maatregelen tot inperking van verplaatsingen en tot social distancing te verlengen, waarbij tegelijkertijd enkele bijkomende versoepelingen worden voorzien om deze maatregelen gradueel af te bouwen; dat de evolutie van ziekenhuisopnames daalt ten opzichte van de voorbije weken; dat de gezondheidssituatie regelmatig wordt geëvalueerd; dat dit betekent dat een terugkeer naar striktere maatregelen nooit is uitgesloten;

Overwegende het verslag van 22 april 2020 van de GEES (Groep van Experts die belast zijn met de Exit Strategy) dat een gefaseerde aanpak voor het geleidelijk afbouwen van de maatregelen bevat en dat voornamelijk gebaseerd is op drie essentiële aspecten, met name het

dragen van een mondkap, testing en tracing; dat het verslag een evenwicht tracht te verzekeren tussen het behoud van de gezondheid, zij het fysiek of mentaal, het vervullen van de pedagogische opdrachten op vlak van onderwijs en de heropstart van de economie; dat de GEES is samengesteld uit deskundigen van verschillende vakdomeinen, waaronder artsen, virologen en economen;

Overwegende de adviezen van de GEES;

Overwegende het Phoenixplan van Comeos voor een herstart van de handel;

Overwegende de "Gids betreffende de opening van de handelszaken om de verspreiding van het COVID-19-virus tegen te gaan", op de website van de Federale Overheidsdienst Economie;

Overwegende de "Gids om de verspreiding van COVID-19 op de werkplaats tegen te gaan", op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

Overwegende de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, en de uitvoeringsbesluiten;

Overwegende het overleg van 18 mei 2020 in het Overlegcomité;

Overwegende dat de evolutie van de cijfers inzake nieuwe besmettingen het mogelijk maakt om thans ook het verblijf in een tweede verblijfplaats en de verplaatsingen om ernaartoe te gaan en ervan terug te keren, toe te laten vanuit handhavingsoogpunt;

Overwegende dat, onverminderd de individuele verantwoordelijkheid van eenieder om de social distancing te respecteren, de bevoegde overheden elke volkstoeloop op toeristische of andere plaatsen dienen te voorkomen;

Overwegende dat het vanuit handhavingsoogpunt nog niet kan worden toegelaten om mobiele verblijfplaatsen, zoals caravans, te verplaatsen, maar dat men enkel gebruik kan maken van deze die reeds geïnstalleerd zijn op een vaste standplaats;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wordt vervangen als volgt :

"De personen zijn ertoe gehouden thuis te blijven, dan wel in een tweede verblijfplaats waarvan ze ofwel eigenaar zijn, ofwel huurder voor een duur van minstens één jaar, met uitsluiting van mobiele tweede verblijfplaatsen die nog niet geïnstalleerd zijn op een vaste standplaats.

Het is verboden om zich op de openbare weg en in openbare plaatsen te bevinden, behalve in geval van noodzakelijkheid.

Worden onder meer beschouwd als noodzakelijk, verplaatsingen zoals :

- om zich te begeven van en naar de plaatsen waarvan de opening is toegelaten op basis van artikelen 1, 2 en 3;

- om toegang te hebben tot bankautomaten en postkantoren;

- om toegang te hebben tot medische zorgen;

- om tegemoet te komen aan familiale noden, zoals een bezoek brengen aan een partner of kinderen in het kader van co-ouderschap;

- om bijstand en zorgen te voorzien voor oudere personen, voor minderjarigen, voor mindervalide personen en voor kwetsbare personen;

- om te zorgen voor dieren;

- om de professionele verplaatsingen uit te voeren, met inbegrip van het woon-werkverkeer;

- om de verplaatsingen in het kader van vrijwilligerswerk binnen een bedrijf van een cruciale sector of een essentiële dienst zoals bedoeld in artikel 3 uit te voeren, met inbegrip van het

woon-werkverkeer;

- om activiteiten bedoeld in artikel 5, tweede lid en artikel 5bis uit te oefenen;
- om de verplaatsingen uit te voeren in het kader van artikel 6;
- om verplaatsingen uit te voeren in het kader van de verkoop of het verhuren van onroerende goederen;
- om zich te begeven van en naar de tweede verblijfplaats bedoeld in het eerste lid."

Art. 2. Artikel 5bis van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wordt vervangen als volgt :

" § 1. In afwijking van artikel 5, zijn samenscholingen van personen die niet onder hetzelfde dak wonen, toegelaten onder de voorwaarden voorzien in de paragrafen 2 en 3.

§ 2. Een huishouden, ongeacht de grootte, mag thuis of in de tweede verblijfplaats tot vier personen ontvangen. Deze vier personen zijn steeds dezelfde personen en maken al dan niet deel uit van eenzelfde huishouden.

Wanneer een persoon van een huishouden bij een andere persoon thuis of in de tweede verblijfplaats is uitgenodigd, dan verbindt zijn volledige huishouden zich, en zelfs indien deze persoon zich alleen naar de afspraak begeeft.

De leden van de nieuwe op die manier gevormde "groep" mogen thuis of in de tweede verblijfplaats geen andere personen ontvangen, noch door andere personen ontvangen worden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder "huishouden" : personen die onder hetzelfde dak wonen.

§ 3. De regels van social distancing zijn van toepassing tussen de verschillende huishoudens."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 20 mei 2020.

Brussel, op 20 mei 2020.

P. DE CREM